

The logo for ESS France, featuring the text 'ess' in a bold, lowercase, blue font above the word 'France' in a smaller, lowercase, blue font. The background of the logo is white with a light blue circular shape behind the text.

ess
France



FOCUS D'ESS FRANCE

Transformer la société du Je en société du Nous

“

Il n'y a rien de plus urgent que de construire les « communs » qui feront écho aux problématiques de notre société, aux enjeux de notre temps, et la responsabilité de le faire incombe à tous.

”

Jérôme SADDIER

Édito

L'ESS fait partie des conditions d'un « futur désirable » qui reposera sur une économie plus orientée vers les besoins humains, qui prendra sa part des enjeux de la transition écologique, qui incarnera un autre rapport au travail, et qui enrichira la démocratie. Ces attentes nous obligent. Individuellement et collectivement. Dans nos comportements, dans nos engagements et dans nos organisations. Les enjeux du pays nous concernent dans l'ESS plus que jamais.

Face à la crise que nous traversons, la conviction de notre utilité n'aura fait que se renforcer, l'ESS permettant de faire vivre la solidarité jusqu'au dernier kilomètre, assurant la réponse aux besoins essentiels de nos concitoyens, et s'appuyant (plus fortement que le reste de l'économie) sur l'emploi pour relancer les activités interrompues par la pandémie.

L'ESS permet d'apporter des réponses multiples, adaptées et innovantes, aux enjeux sociaux et environnementaux. Cette approche pluridimensionnelle doit permettre d'influencer toute l'économie, d'ESSiser le modèle actuel dont chacun peut constater l'insoutenabilité. L'ESS est la norme souhaitable de l'économie de demain, à condition d'agir dès aujourd'hui.



Lors du congrès de l'ESS, ESS France a souhaité mettre un focus sur plusieurs défis auxquels nous sommes confrontés. Les livrets thématiques qui en ressortent ont pour but de rendre visible l'expertise et les possibilités offertes par l'ESS et de permettre de faire émerger des leviers d'actions afin d'irriguer le débat public en période électorale mais également de fournir des objectifs de long terme, communs à toute l'ESS.

Le moment est étrange et paradoxal. Nous n'avons jamais eu autant besoin des autres dans l'histoire de l'humanité. Pour nous nourrir, nous déplacer, nous soigner, progresser... Pourtant, nous nous éloignons les uns des autres. Alors que nous devrions tendre au « nous », chacun semble s'enfermer dans la concurrence des « je », par laquelle aucune aventure collective n'est possible.

Il existe pourtant des terres encore fertiles pour le Commun. En témoigne par exemple l'exceptionnelle vitalité de ceux qui entreprennent, créent, tissent des solidarités, et pour bon nombre d'entre eux au moyen de formes d'action inscrites dans l'ESS.

Ces dynamiques peuvent contribuer à faire du XXI^e siècle celui de la conquête de la fraternité. Il n'y a rien de plus urgent que de construire les « communs » qui feront écho aux problématiques de notre société, aux enjeux de notre temps, et la responsabilité de le faire incombe à tous. C'est à cet objectif que nous souhaitons apporter des premières pistes de réponses via ce livret.

Jérôme SADDIER

Président d'ESS France



ESS France

ESS France est la voix de référence de l'économie sociale et solidaire. Elle fédère les organisations nationales représentant les différentes formes statutaires de l'économie sociale et solidaire (ESS) ainsi que les Chambres Régionales de l'ESS, et toute autre personne morale, de type fédération, réseau, collectif ou regroupement de niveau national qui souhaite s'investir dans ses activités. **Depuis les territoires, jusqu'à l'échelle européenne et internationale, ESS France souhaite contribuer au développement de l'économie sociale et solidaire** dans toutes ses dimensions.

ESS France existe depuis une vingtaine d'années et bénéficie depuis la loi du 31 juillet 2014 d'un agrément la reconnaissant comme **structure représentative de l'ESS à l'échelle nationale.**

Des livrets pour s'interroger sur les grands défis auxquels l'ESS doit répondre

En 2020 et 2021, **ESS France a engagé une démarche inédite et ambitieuse visant à fédérer ceux qui font l'ESS autour d'une déclaration d'engagement exprimant les raisons d'agir de l'ESS pour une République sociale et solidaire,** à retrouver sur <https://www.ess-france.org/>. Faisant suite à une tribune publiée par Jérôme Saddier, président d'ESS France, en mai 2020, cette démarche participative a abouti en décembre 2021 **au premier Congrès de l'ESS**, souhaitant répondre à l'ambition affirmée pour l'ESS de penser « plus grand qu'elle-même ». **Les travaux du congrès**, appuyés sur la conviction d'une ESS comme pilier du modèle démocratique et social républicain, **ont permis d'aborder divers sujets sous un angle nouveau et de penser de nouveaux horizons de son développement** et de ce qu'elle peut apporter pour orienter le progrès dans toutes ses dimensions.

Ces livrets sont la traduction de cette volonté de capitalisation des travaux engagés. Ils donnent la parole aux acteurs clés experts des thématiques identifiées que ce soit à l'échelle territoriale ou encore nationale et même internationale. Ils pourront alimenter utilement les décideurs qui veulent s'en saisir pendant ou après les échéances électorales de 2022. Plus largement ces livrets **souhaitent inspirer toutes celles et ceux qui veulent s'impliquer dans la transformation de ce monde** et faire en sorte que « les jours d'après soient les jours heureux » ainsi que le formulait le texte fondateur de la démarche.

Carte d'identité d'ESS France

ESS FRANCE, TÊTE DE RÉSEAU DE L'ESS

Toutes les structures de l'ESS représentées



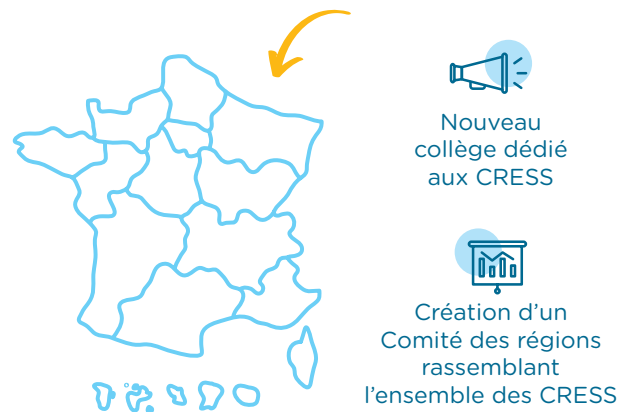
L'ESS, implantée dans l'ensemble des secteurs d'activité



LES 4 COLLÈGES



UNE PLACE PLUS GRANDE AUX TERRITOIRES



UNE ATTENTION À LA DÉMOCRATIE ET AU RENOUVELLEMENT



Engagée pour les ODD

contact@ess-france.org
www.ess-france.org

Présentation de la thématique

L'ESS est une utopie réelle démontrant qu'il est possible de penser une vision de la réussite reposant sur les intérêts collectifs, la coopération, le lien social, le "chacun pour tous". L'ESS permet de vivre au quotidien un changement de paradigme, dans une société individualiste et fragmentée.

Comment faire pour que cette vision se diffuse jusqu'à dessiner la norme de nos relations sociales ? Comment remettre au premier plan la Fraternité ?

Comment transformer la société du Je en société du Nous ?

Chacun pour soi, défiance, division, concurrence... Ces éléments semblent parfois définir nos relations sociales et sont certainement au cœur de la vision dominante de la réussite. À rebours de ce schéma dominant, l'Économie Sociale et Solidaire porte en elle des capacités réciproques. Par ses principes de fonctionnement et ses activités, l'ESS permet en effet de recréer :

- ✿ du lien entre des mondes qui se connectent mal ou peu, par exemple entre urbain et rural, jeunes et vieux, inclus et exclus, en situation de handicap ou non,
- ✿ du commun à travers des outils de propriété collective pour travailler, entreprendre, épargner, se cultiver et consommer ensemble,
- ✿ du « chacun pour tous », par des systèmes de solidarité adaptés, dans la santé par exemple,
- ✿ de la coopération économique sur les territoires, notamment via les PTCE.

En cela, l'ESS est singulière. Elle constitue la seule économie du commun, en cherchant à répondre aux besoins tant individuels que collectifs, et démontrant que l'intérêt général est bien plus que la somme des intérêts particuliers.

Elle incarne l'idéal républicain de la Fraternité, un "nous" vecteur d'unité tout en reconnaissant la diversité de ses composantes, une passerelle entre les "Je", un ciment du lien social. L'ESS est la mise en œuvre concrète d'une société du Nous.

C'est une utopie réalisée, chose qu'exprimait Charles Gide dans La République coopérative : « Les coopérateurs ne luttent pas essentiellement pour des jours meilleurs à venir (...), ils vivent au quotidien le changement auquel ils aspirent ».

Alors que les femmes et les hommes qui font l'ESS au quotidien savent que la coopération est plus efficace que la concurrence, ou encore qu'une économie reposant sur la course au profit n'est pas soutenable socialement ou écologiquement, force est de constater que ses valeurs ne se sont pas encore imposées dans le reste de l'économie. Il est d'ailleurs frappant de constater comment la Fraternité est souvent la valeur "oubliée" du triptyque républicain.

Alors, comment réaliser l'objectif pratique et politique de passer d'une société du Je à une société du Nous ?

1 sur 2

C'est la part de citoyens qui sont membres d'une association en France, notamment dans le cadre d'activités créatrices de lien social.

7 000

C'est le nombre d'hectares préservés par l'action de l'association Terre de Liens, qui repose sur la réappropriation collective de terres agricoles pour les préserver du marché spéculatif.

144

C'est le nombre de PTCE recensés en France en 2021. Les PTCE sont la démonstration de l'efficacité de la coopération pour aboutir au développement économique d'un territoire.

LES ENJEUX

✿ *Se fixer comme objectif politique une "société du Nous" ne doit pas tendre à un écrasement du Je. La compréhension de l'articulation entre les besoins individuels et les intérêts collectifs est constitutive de la "tension" positive qui caractérise l'ESS.*

✿ *La Fraternité est la seule des valeurs du tryptique républicain à ne pas faire l'objet d'une politique publique permettant de faire avancer son application réelle.*

✿ *La Fraternité est souvent considérée avec scepticisme : l'idée de sa faisabilité, de sa réalisation en actes paraît souvent peu crédible.*

✿ *Le développement de l'ESS et des valeurs qui sont véhiculées par ses activités est confronté à l'omniprésence dans notre société de notions à l'antithèse de son action : concurrence, cupidité... Comment renverser la vision dominante d'une réussite reposant sur ces valeurs ?*

✿ *Le développement d'une "Société du Nous" est d'autant plus crucial que c'est ce paradigme qui permettra à notre époque de faire face avec succès aux défis majeurs (sociaux, écologiques) auxquels elle est confrontée.*



Jérôme Saddier
Président d'ESS France



Tarik Ghezali
Fondateur de
la Fabrique du Nous

Interview croisée

**Intérêt général, intérêt collectif, bien commun...
Il y a parfois de la confusion autour de ces termes.
De quel « Nous » parle-t-on ?**

Jérôme Saddier : L'intérêt général résulte de l'expression de la nation par ses représentants, au nom des individus qui appartiennent à ce contrat social collectif. L'intérêt collectif n'est pas nécessairement d'intérêt général : il représente l'ensemble des avantages dont peut profiter une collectivité spécifique qui les a elle-même déterminés et construits. L'ESS, qui fait partie de la vie quotidienne et qui est un élément essentiel du contrat social français, défend dans ses activités et dans sa vision de l'idéal républicain un « nous » inclusif : un « commun », qui peut tout aussi bien contribuer à la construction de l'intérêt général, et s'appuyer sur des réalisations d'intérêt collectif.

Tarik Ghezali : Le Nous qui m'intéresse est celui qui convoque l'altérité. Tout concourt à aujourd'hui à affirmer des Nous de "semblables" : les algorithmes des réseaux sociaux, le marché de l'emploi et de l'immobilier, le déterminisme social puissant comme jamais nous enferment dans l'entre-soi. Le Nous à rebâtir doit être un Nous de "pas pareils" : comment fabriquer de l'unité dans la diversité ? Ce grand défi se pose à l'échelle des territoires, des nations mais aussi de l'ESS.

**La Fraternité, valeur incarnant le « nous », est souvent « oubliée » du triptyque républicain.
La Fraternité serait-elle devenue un complexe ?**

J.S. : La fraternité est effectivement la « petite dernière » de la devise républicaine, et malheureusement la valeur que l'on met trop souvent de côté pour galvauder cette devise pourtant forte, en la remplaçant par d'autres termes de circonstance. Pourtant, elle est la valeur qui nous relie à autrui. Elle n'est pas équivalente à la solidarité en ce qu'elle apporte une dimension relationnelle, affective, et promeut l'ambition d'une société harmonieuse, capable de dépasser toutes les divisions. Ciment de l'idéal républicain qui se projette concrètement vers l'autre, elle est à la base de tout l'édifice du droit social et s'incarne au quotidien dans l'ESS.

“

L'ESS défend dans ses activités et dans sa vision de l'idéal républicain un « nous » inclusif : un « commun ».

Jérôme Saddier

”

T.G. : La fraternité est le “parent pauvre” de la politique publique : il existe de nombreuses politiques pour la liberté et pour l'égalité mais aucune sur la fraternité. C'est vrai aussi qu'on vit une drôle d'époque : les discours de repli sur soi et de rejet de l'Autre ont le vent en poupe. A contrario, la fraternité semble aujourd'hui presque honteuse à défendre... alors qu'elle fonctionne ! Et qu'elle nous a même permis de tenir en tant que société pendant les confinements... Revendiquons une fraternité décomplexée !

L'ESS est-elle l'économie du « Nous », une économie de la réconciliation ?

J.S. : L'ESS ne recherche pas systématiquement l'intérêt général, mais elle est d'intérêt collectif. Le « nous » est au cœur de ses finalités et de ses modes de gouvernance. Dans une humanité qui n'a jamais été aussi interdépendante, seul le collectif est aujourd'hui capable de nous permettre de faire face aux grandes transitions à venir. Alors que l'entreprise est soumise à de nombreuses injonctions contradictoires (elle doit être performante, verte, compétitive, locale...) qui sont difficiles à appréhender, tout particulièrement dans un mode de gouvernance classique, le « nous » peut y répondre.

T.G. : Dans une société qui se fracture et s'atomise, l'ESS apparaît comme l'une des rares forces qui relie concrètement les Français. L'ESS relie ainsi consommateurs et producteurs, épargnants et projets, jeunes et personnes âgées, villes et campagnes, milieux sociaux différents. Et via ses grandes entreprises - banques et mutuelles notamment - elle arrive à toucher toutes les “catégories” sociales. Bref, l'ESS c'est la « Nous -économie » !

Est-ce que le développement de l'ESS constitue la preuve que le « Nous » peut prévaloir face au « Je », dans une société très individualiste et fragmentée ?

J.S. : L'économie sociale et solidaire suscite effectivement un intérêt croissant aux yeux d'un nombre important de nos concitoyens, pour de multiples raisons : quête de sens au travail, questionnement sur leurs actes de consommation, volonté de s'engager dans les solidarités locales... L'ESS propose des réponses à toutes ses questions, et dessine un « monde d'après » fait de transitions

fondées sur le collectif. L'enthousiasme que cela suscite démontre que le « nous » est porteur d'espoir.

T.G. : Oui ! Sachant qu'il ne faut pas tomber dans l'excès inverse : tout comme le « Je » ne doit pas s'affranchir du « Nous », le « Nous » ne doit pas écraser le « Je » ... J'aime l'ESS comme une économie de tension entre l'individu et le collectif. Le 21ème s'impose à nous comme celui des singularités. Il nous appartient de faire en sorte qu'il soit celui des “singularités reliées”. Pour être “libres ensemble” (F. de Singly). L'ESS peut clairement y contribuer.

“

Dans une société qui se fracture et s'atomise, l'ESS apparaît comme l'une des rares forces qui relie concrètement les Français.

Tarik Ghezali

”

Les dispositifs de coopération économique, tels que les PTCE, démontrent que les intérêts collectifs peuvent surpasser les logiques de concurrence. Comment soutenir davantage ces dynamiques ?

J.S. : Les PTCE sont un bon exemple de ce que l'ESS est en mesure d'apporter en matière de coopération économique à l'échelle des territoires : des acteurs, parfois très différents dans leurs statuts ou activités, mettent pourtant en commun des ressources pour un objectif économique partagé. La relance du soutien au développement des PTCE va donc dans le bon sens. Il faut maintenant soutenir encore davantage les structures qui accompagnent leur émergence et consolidation.

T. G. : Dans l'inconscient capitaliste qui domine hélas encore les esprits, la concurrence est source d'efficacité et d'impact. Il faut mener un double combat : d'une part, muscler notre langage de la preuve pour démontrer (et faire savoir) que la coopération marche mieux que la concurrence ; et d'autre part, mener la bataille des récits : comme le font par exemple G. Chapelle et P. Servigne qui

voient dans “l’entraide, l’autre loi de la jungle”, à rebours justement d’une vision compétitive de la nature !

On parle beaucoup des communs. Est-ce le signe d’un regain d’intérêt pour la notion de propriété collective ?

J.S. : C’est le cas, d’autant plus que nous avons conscience du caractère limité des ressources naturelles. Nous en faisons la promotion dans le premier article de la Déclaration d’engagement de l’ESS « Pour une République sociale et solidaire : nos raisons d’agir », proclamée lors du Congrès de l’ESS en décembre dernier : « nous privilégions la propriété ou la dimension collective des biens construits et mis en commun et leur préservation pour le long terme ».

La protection des communs environnementaux est une des clés de la transition écologique. La défense du « Nous » serait-elle donc indispensable à un modèle de société soutenable ?

J.S. : La transition écologique ne pourra pas s’envisager tant que le centre de gravité de l’économie se fondera sur une croissance économique sans fin, sur une performance financière de court terme et sur l’excès de consommation. Sans viser la décroissance, la sobriété en vue d’une adéquation avec les ressources dont nous disposons, qu’elles soient naturelles ou permises par les technologies dans le respect des premières, sera la base d’une société moins coûteuse pour les humains et l’environnement. Un modèle soutenable alliant utilité sociale, activité économique et environnement n’est possible qu’en y plaçant au centre la défense des intérêts collectifs de l’Humanité.

T.G. : Si « l’affaire du Siècle » est bien le climat, la valeur du Siècle est la fraternité : si nous ne partageons pas le sentiment d’être dans le même bateau, de faire partie de la même famille humaine comment réussirons-nous à relever le défi climatique ? Par ailleurs, face à l’ampleur de la crise écologique, le scénario d’une adaptation radicale et autoritaire est hélas possible. La fraternité sera alors fondamentale pour sauver l’humanité aux deux sens du terme : la sauver en tant qu’espèce menacée, mais sauver aussi notre “humanité”, au sens intime du terme.

Comment les pouvoirs publics peuvent-ils faire vivre la notion de Fraternité ?

J.S. : Systématiser la participation des citoyens à l’élaboration des politiques publiques, notamment par le dialogue avec les corps intermédiaires, est un point de départ important. Reconnaître et valoriser les expériences d’engagement comme levier d’émancipation et créateur de lien social et de fraternité est également essentiel. Enfin, s’attaquer de manière systémique au problème de la pauvreté, notamment dans la jeunesse, est absolument urgent.

T.G. : Nous avons la chance de vivre dans un pays très « social » avec d’importantes politiques publiques de solidarité. Mais cet Etat social se déshumanise dans des plateformes, guichets, acronymes, procédures... Il se déshumanise aussi dans des lieux de vie et de soin qui deviennent des lieux de survie et de maltraitance (cf. Orpea). Pas de fatalité à cela. Je plaide pour un Etat social plus fraternel. À hauteur de citoyen, avec un souci de simplicité, de rencontre et de chaleur humaine, dans sa manière de délivrer les services publics, de redistribuer et de prendre soin. Un Etat social moins vertical et plus horizontal. Moins dans le dispositif, plus dans l’affectif. Il sera au final plus humain mais aussi plus efficace !

“

Un modèle soutenable alliant utilité sociale, activité économique et environnement n’est possible qu’en y plaçant au centre la défense des intérêts collectifs de l’Humanité.

Jérôme Saddier

”



Regards d'experts

Laure Celier

COORDINATRICE DU LABO DE LA FRATERNITÉ



Laure Celier

BIOGRAPHIE

Après une reconversion professionnelle dans les Ressources Humaines il y a une dizaine d'années, Laure Celier a choisi d'orienter sa carrière professionnelle sur le sujet de l'inclusion des personnes en situation de handicap dans l'emploi. Aujourd'hui elle est chargée de mission au sein de l'Agefiph et en parallèle de son travail, elle contribue bénévolement à la coordination du Labo de la Fraternité. Il s'agit d'un collectif d'associations qui partage une même conviction : « La Fraternité c'est du concret et elle est même essentielle pour notre société ! ».

Créé en 2017, **Le Labo de la Fraternité est un collectif inter-organisations**, composé des organisations suivantes : Coexister, Unis-Cité, Singa, Pacte Civique, Kawaa, Fabrique Spinoza, La Cloche, Fraternité Générale, La Fabrique du Nous, Entourage et France Fraternités. Pour les membres du Labo, **la fraternité se vit en actes** et elle n'est pas juste une inscription sur le fronton des mairies mais bien une valeur concrète et vivante !

Son objectif est donc de **promouvoir les initiatives existantes, démultiplier les actions concrètes et porter un plaidoyer commun visant à inscrire La Fraternité comme la finalité nécessaire de l'action politique et citoyenne.**

Pour cela, nous nous appuyons notamment sur le **baromètre de la fraternité** que nous publions depuis 4 ans. Ce baromètre nous permet de produire des données et d'analyser l'état du lien social en France, la perception de la diversité par les Français ou les façons d'incarner le vivre ensemble au quotidien.

Depuis 2018, **les résultats des baromètres permettent d'identifier des tendances** qui apportent de la lumière sur la manière dont les Français s'approprient cette valeur souvent mal comprise :

✳ **Le décalage entre l'intention et l'action** : il existe une contradiction évidente entre une perception positive de la fraternité, vu comme un idéal, qui suscite même un important désir, qui bénéficie d'une image positive, et la difficulté, malheureusement toujours croissante, de la traduire en actes... À titre d'exemple, la notion de diversité est perçue globalement de manière positive. En 2021, pour 85% des sondés, la diversité est perçue comme une bonne chose. Et pourtant, la méfiance envers l'autre a pris 10 points par rapport à 2019, passant de 62% à 72%.

✳ La peur de l'autre qui monte...

Depuis 4 ans, lorsqu'on interroge les sondés sur ce qui les empêche de réaliser des activités avec des personnes différentes d'eux, on observe que les freins comme la peur ou le sentiment qu'on ne peut pas se comprendre est en augmentation. Le passage à l'action semble inaccessible, voire éprouvant, et on observe, face à cette difficulté, un passage à l'action qui s'amenuise dans le temps.

“

La fraternité se vit en actes et elle n'est pas juste une inscription sur le fronton des mairies mais bien une valeur concrète et vivante !

”

✳ Une fraternité de plus en plus désirable !

En 2018, seulement 53% considérait la France comme un pays de fraternité, contre 65% en 2021. Le manque d'occasion (53 à 44%) et le manque de temps (33% à 29%) comme frein principal à vivre une fraternité en acte, ont baissé de manière significative en 4 ans...

Un chemin apaisé vers l'autre différent de soi est non seulement possible mais aussi désiré... à condition qu'on s'en donne collectivement les moyens. Les actions menées par les associations du Labo et par toutes celles qui prennent soin du lien social, participent à rendre ce chemin accessible, en accompagnant, sensibilisant, outillant l'ensemble des citoyens mais aussi les acteurs politiques.

En vue des présidentielles, le Labo a décidé de renouveler son plaidoyer

afin de prendre part au débat public et appeler à la mobilisation citoyenne pour permettre à tout un chacun de s'exprimer et de proposer des solutions concrètes pour une société plus fraternelle.

En partenariat avec Usbek et Rica, nous avons recueilli une centaine de propositions en ligne et hors ligne que nous avons travaillé collectivement pour aboutir à 6 propositions qui ont été soumises au vote lors d'un Tribunal pour les Générations Futures sur la Fraternité organisé au musée de l'Homme le 14 février 2022.

** Pour aller plus loin et découvrir les pistes d'actions concrètes pour construire cette fraternité durable, n'hésitez pas à aller visiter le site internet du labo de la fraternité : www.labodelafraternite.fr*

*** Save The Date : rendez-vous le 15 octobre pour un grand moment de mobilisation à l'occasion de la Journée Nationale de la Citoyenneté et de la Fraternité*

Carte blanche

Nous l'avons vu ces dernières années ... Des attentats en 2015, à l'épidémie de coronavirus en 2020, en passant par les violentes intempéries, au mouvement des gilets jaunes, les violences faites aux femmes, l'urgence climatique, la guerre en Ukraine, la fraternité se manifeste de manière instinctive et elle révèle, pour chacune de ces crises, une autre voie possible... La Fraternité est l'affaire de tous et de chaque instant, que ce soit au niveau individuel ou collectif, au-delà d'une aspiration, elle est une nécessité pour construire une société plus juste et plus humaine.

Alors si on passait d'une fraternité de crise à une fraternité durable ?

Chloé Simeha

DIRECTRICE GÉNÉRALE DE LA CROIX-ROUGE INSERTION

✱ La Croix-Rouge française

Avec ses 60 000 bénévoles, ses 17 000 salariés et ses 1 700 structures dans tout le territoire, **la Croix-Rouge française est la première organisation sociale de France**. Association loi 1901 reconnue d'utilité publique, elle intervient dans :

- la santé, l'autonomie (handicap, personnes âgées), la lutte contre les exclusions, la petite enfance et la protection de l'enfance.
- l'action sociale : aides matérielles, accès aux droits, insertion, inclusion numérique, soutien psy., etc.
- l'urgence et le secourisme : dispositifs prévisionnels de secours, prompt secours, réponse à l'urgence, etc.
- l'action internationale : réponses aux catastrophes naturelles, accès aux soins, eau et assainissement, résilience des populations, etc.
- la formation professionnelle et du grand public : formation initiale et continue aux métiers sanitaires et sociaux, etc.

✱ Les tiers-lieux, espaces essentiels

Les modèles de tiers-lieux sont particulièrement inspirants, en ce qu'ils incarnent et permettent des modes de faire et d'organisation supports à la transformation de l'Association.

En plaçant les personnes accompagnées au centre du dispositif d'innovation, depuis la conception du lieu, jusqu'à la co-construction de la programmation, les tiers-lieux contribuent à renforcer leur capacité de faire et leur sentiment d'utilité. L'ouverture partenariale qui les caractérise facilite également le lien social et l'inclusion des personnes au cœur d'écosystèmes mixtes, contribuant ainsi à changer le regard qu'on leur porte.

Enfin, ils offrent à la communauté d'usagers et de contributeurs qui le façonnent, une offre enrichie de services et de biens de proximité, qui **dessinent un environnement de vie et de travail épanouissant pour le plus grand nombre**. Les expériences menées par la Croix-Rouge française depuis quatre ans dans ce domaine, ont prouvé l'impact et le bénéfice que cette dynamique avait auprès des personnes accompagnées, mais aussi des aidants, du personnel soignant, et plus largement du territoire. Elles ont notamment permis d'**explorer des nouveaux modes de fonctionnement et de nouvelles postures d'accompagnement** au sein des établissements de la Croix-Rouge française (EHPAD, IME...), qui aujourd'hui inspirent l'ensemble du secteur socio-médical.

Carte blanche

Pour transformer la société du "Je" en société du "Nous", favorisons l'émergence d'une société engagée

Étudiants, professionnels, retraités, nous sommes tous appelés à nous engager. S'engager permet de tisser des solidarités intergénérationnelles sur les territoires et à l'échelon national. La Croix-Rouge française propose de garantir un parcours d'engagement tout au long de la vie. Pour les étudiants, nous souhaitons développer un Erasmus de l'engagement et offrir à tous une expérience européenne. Les entreprises doivent également faciliter l'engagement de leurs salariés. Pour concrétiser cet objectif, les outils sont nombreux : élargissement du compte personnel de formation à l'engagement citoyen, dons de congés et RTT, mécénat de compétence, tutorat ou intrapreneuriat social.

❁ Action Avenir, des chemins vers l'emploi

La Croix-Rouge française fait un triple constat sur l'inclusion par l'activité économique :

- La discontinuité de l'accompagnement des publics vulnérables, notamment des jeunes majeurs qui se retrouvent sans solution et en précarité à la sortie des dispositifs de la protection de l'enfance
- La multiplication, diversification, amplification des besoins sociaux des publics et des territoires, et plus particulièrement ceux liés à l'éloignement géographique des zones d'activités sociales et professionnelles et à la fracture numérique
- L'illisibilité et la multiplicité des actions d'inclusion sociale et professionnelle dans les territoires, qui empêchent une prise en charge globale et complète notamment au sein des dispositifs d'aides ponctuelles comme l'aide alimentaire

Pour faire face à ces enjeux et dans le cadre d'un appel à projets de la Direction Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle, la Croix-Rouge française lance son programme Action Avenir.

Action Avenir propose à des publics vulnérables ou invisibles un accompagnement coordonné entre les acteurs, personnalisé et évolutif, complet et pluri-dimensionnel.

Ce parcours comprend :

- . Un volet social, de la gestion des urgences à l'accompagnement aux dispositifs de droit commun
- . Un volet professionnel de la définition du projet professionnel à la formation professionnelle qualifiante
- . Un volet citoyen et d'engagement de la remobilisation à l'insertion sociale

Action Avenir accompagnera 900 personnes sur 3 ans dont 40% de femmes dans 5 régions : Bretagne (Brest), Ile-de-France (Romainville, Mantes-la-Jolie), Nouvelle Aquitaine (Bègles), Occitanie (Toulouse, Béziers et Montpellier) et l'Île de la Réunion (Saint-Denis).



Chloé Siméha

BIOGRAPHIE

Après une première partie de carrière au sein du Groupe SUEZ, Chloé Siméha s'est orientée vers le secteur de l'insertion par l'activité économique et est depuis 4 ans Directrice Générale de Croix-Rouge insertion, filiale du groupe associatif Croix-Rouge. Active sur les enjeux de l'inclusion, Chloé est également membre du conseil d'administration de Pôle Emploi et du Conseil National de l'Inclusion dans l'Emploi.

“

La Croix-Rouge française fait le constat de la discontinuité de l'accompagnement des publics vulnérables, notamment des jeunes majeurs qui se retrouvent sans solution et en précarité à la sortie des dispositifs de la protection de l'enfance.

”

Laurent Grandguillaume

PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION TERRITOIRES ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE



Laurent Grandguillaume

BIOGRAPHIE

Laurent Grandguillaume, ancien député de la Côte d'Or, rapporteur de la loi du 29 février 2016 autorisant l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée dans dix premiers territoires. Il est aujourd'hui Président bénévole de l'association « Territoires zéro chômeur de longue durée » (www.tzcl.d.fr) qui accompagne plus de 300 territoires qui souhaitent expérimenter, et 19 territoires qui expérimentent. Il mène des travaux de recherche sur la tension entre les imaginaires sociaux et culturels dans les territoires et les expérimentations, à l'Université di Corsica Pasquale Paoli – Laboratoire LISA. Sur le plan professionnel, il est directeur général adjoint d'une entreprise de taille intermédiaire qui accompagne des personnes qui se lancent dans la création d'activité.

Dans un contexte où le chômage baisse, l'accroissement du chômage de longue durée, ou de la privation durable d'emploi, élève notre engagement à mesure que notre capacité d'indignation s'accroît. Les inégalités territoriales dans l'accès à l'emploi s'ajoutent à cette injustice en raison des freins liés au manque de solutions d'accueil pour les enfants, ou au sous-équipement en transports collectifs et en l'absence de solutions mobilités alternatives. **Il ne suffit pas de traverser la rue pour trouver un emploi de qualité** qui permette de vivre dignement. C'est pourquoi **soutenir « l'individu » ne peut suffire pour dessiner des solutions, il faut soutenir l'emploi et donc exercer le droit à l'emploi inscrit dans le préambule de notre Constitution.**

La crise sanitaire a d'ailleurs mis en lumière les conditions de travail dégradées dans les métiers dits en tension, avec de faibles rémunérations alors même que les travailleurs de première et de seconde ligne sont indispensables au fonctionnement de notre société dans les domaines de la santé, de l'accès à l'eau, de la propreté, de l'alimentation ou encore de la sécurité. Les travailleurs pauvres sont de plus en plus nombreux dans le salariat, comme dans l'indépendance.

La crise a également accéléré l'isolement social qui se développe déjà à travers la désaffiliation et de la désocialisation intrinsèques à la privation durable d'emploi. Notre société est donc fracturée par les inégalités, chacun vit en îlot, la majorité sociale du pays d'un côté et les plus riches de l'autre. Les personnes qui cherchent un emploi sont d'autant plus stigmatisées.

Dans ce Krisis, porteur de fractures, et dans ce Kairos, porteur de bifurcations et d'opportunités, se sont développés des modèles déjà émergents, ou ont émergé de **nouveaux modèles, conciliant la question écologique et la question sociale.** C'est le cas de **l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée.**

Aujourd'hui près de 20 territoires expérimentent déjà. Et plus de 300 souhaitent expérimenter demain. Il s'agit à la fois de construire un consensus local dans des comités locaux pour l'emploi, une coopération entre les acteurs ; de permettre aux personnes privées durablement d'emploi d'être des acteurs du projet et non pas seulement des bénéficiaires d'un dispositif descendant et déshumanisé ; **il s'agit de faire « avec » les personnes et non pas seulement « pour »** ; il s'agit de développer des activités qui n'entrent en concurrence avec personne dans les domaines notamment de la transition écologique et des solidarités ; **il s'agit de créer des structures de l'économie sociale et solidaire** où la démocratie, la gouvernance, la participation sont au cœur des dynamiques sociales des entreprises à but d'emploi (EBE) avec un management inclusif.

“

Une société plus fraternelle peut se construire en prenant soin des autres, en écoutant et permettant la participation de chacun.

”

Le modèle est financé par l'activation de la dépense passive et par le chiffre d'affaires généré par les activités. Rappelons que le coût du chômage de longue durée en France est de plus de 43 milliards d'euros par an pour l'Etat et pour les collectivités locales. Près de 1300 personnes ont d'ores et déjà été embauchées dans les EBE et plus de 700 ont retrouvé un emploi sans passer par les EBE mais grâce à la coopération des acteurs des comités locaux pour l'emploi. Elles étaient au chômage en moyenne depuis plus de quatre et pour 25% sont en situation de handicap. Le conseil d'évaluation scientifique chargé d'évaluer la première phase de l'expérimentation (2016-2021) a démontré que l'essentiel des personnes embauchées n'auraient pas retrouvé de contrat à durée indéterminée sans territoires zéro chômeur de longue durée. **La boussole du projet c'est la recherche de l'exhaustivité : personne ne doit être laissé au bord du chemin.**

Les personnes embauchées ont retrouvé un emploi, peuvent s'inscrire dans un parcours résidentiel, et ont accès à un savoir/des formations. Elles ont une reconnaissance dans le territoire à travers leur travail, ce qu'elle produise pour le territoire. Les représentations changent. **La fraternité se reconstruit grâce à l'altérité.** Une société plus fraternelle peut se construire en prenant soin des autres, en écoutant et permettant la participation de chacun. **Il ne s'agit plus de construire des dispositifs homogènes et dépourvus d'imaginaires, mais bien de rouvrir le chemin de l'espérance.**

Carte blanche

Tout ne doit pas devenir process, standardisation, normalisation, ou rationalisation. Les rapports de domination peuvent s'installer car il y a toujours celui qui dessine la norme et celui qui l'exécute. Cela vaut pour l'Etat mais aussi pour les acteurs sociaux qui réduisent la place des personnes dans la prise de décision. Aux rapports de domination, doivent être opposés des rapports de réappropriation : c'est un pouvoir de dialoguer et c'est un pouvoir d'agir. C'est une condition de la fraternité. Territoires zéro chômeur de longue durée est une utopie réaliste, et non pas une idéologie rétrécissante. Elle doit promouvoir une pronominalisation où chacun à sa part de la solution, et non pas une homogénéisation où la norme remplace l'imaginaire.



Paroles d'acteurs

Prezbravo
€0,50
MAREC

€0,50
MAREC

RAPA
MAREC

Les Licoornes

CHIFFRE CLÉ

80 000

SOCIÉTAIRES
LE NOMBRE DE CITOYENS
AYANT SOUSCRIT UNE
PART SOCIALE DANS UNE
LICOORNES.

CHIFFRE CLÉ

9

LICOORNES
LE NOMBRE DE
COOPÉRATIVES
FONDATRICES DU
MOUVEMENT, QUI VISE À
SE DÉVELOPPER

CHIFFRE CLÉ

10

MOIS
DEPUIS LE LANCEMENT
OFFICIEL LE 18 JUIN 2021

CHIFFRE CLÉ

57%

LE POURCENTAGE
MINIMUM
DES BÉNÉFICES MIS EN
RÉSERVE IMPARTAGEABLE
POUR UNE SCIC

PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE

Les Licoornes sont des sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) ayant fait alliance pour transformer radicalement l'économie. Couvrant des besoins du quotidien (énergie, mobilité, communication, alimentation...) à l'échelle nationale, cette alliance construit un système économique coopératif, une alternative concrète au modèle dominant.

Ces entreprises constituent un contre-modèle ; elles fonctionnent selon des principes démocratiques, de lucrativité limitée et leurs modèles économiques visent à la sobriété et l'inclusion. En associant dans leur gouvernance les différentes parties prenantes de leur projet, elles mettent réellement l'entreprise au service de l'intérêt général.

“

La transformation écologique de notre économie demande une forme de radicalité dans nos positions. Nous ne pouvons plus accepter des gouvernances à moitié ouvertes ; nous ne pouvons plus accepter des écarts trop importants dans les rémunérations ; nous ne pouvons plus accepter des positions molles sur l'enjeu écologique. Les jeunes qui nous suivront ne le toléreront pas et ils auront raison. Soyons fermes sur nos racines d'ESS : démocratie et juste répartition de la richesse. Bien appliquées, elles ont toute la radicalité nécessaire pour faire face au défi écologique !

”



BASTIEN SIBILLE
Président de
l'association Les
Licoornes

Et si ... les mutuelles soutenaient fortement les Licoornes ?

Les mutuelles et les Licoornes ont de nombreux points communs. D'abord, celui d'associer leurs bénéficiaires à leur gouvernance. Ensuite, le travail avec un volume important de clients sociétaires. Enfin, une vision de la transformation sociale et de la solidarité. À beaucoup d'égards, le chemin emprunté par les mutuelles est un chemin vers le "nous" dans lequel les Licoornes peuvent se retrouver. À l'inverse, les Licoornes présentent des innovations et des modes opératoires, des formes contemporaines du "nous" qui peuvent intéresser les mutuelles. Des échanges ont déjà lieu entre Licoornes et mutuelles. Densifions-les et avançons fermement ensemble !

La Coop des Communs

CHIFFRE CLÉ

90

ACTEURS DE TERRAIN ET
CHERCHEURS
REGROUPÉS

CHIFFRE CLÉ

3,5

ÉQUIVALENTS TEMPS
PLEIN
DE CONTRIBUTIONS
VOLONTAIRES

CHIFFRE CLÉ

7

GROUPES DE TRAVAIL
3 OU 4 PRODUCTIONS DE
RAPPORTS PAR ANNÉE

CHIFFRE CLÉ

0

CHIFFRE
SUR LA QUALITÉ DES
APPRENTISSAGES EN PAIR
À PAIR ET LA MESURE
D'IMPACT



PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE

La Coop des Communs a été créée il y a cinq ans, à l'issue du colloque de Cerisy, « Vers une république des biens communs ? ». Son but est de croiser les univers des communs et de l'ESS, grâce notamment aux apports conjoints de la recherche et des initiatives mises en œuvre et à l'entretien d'une communauté apprenante et décroisée.

Nos membres, bénévoles, personnes physiques aux attaches professionnelles ou idéologiques diversifiées, nourrissent leurs échanges sur ce qui les fait converger : les communs, grâce à un nombre croissant de groupes de travail : plateformes coopératives numériques, agriculture et avenir du monde rural, communs de services de proximité, gouvernance, comptabilité CARE et communs, coopératives de données, communs et collectivités locales.

Nous essayons d'être un lieu de convergences contribuant à mieux faire percevoir la place et le rôle que peuvent et doivent prendre les communs dans notre société : il n'y a de « communs » que ceux qui reposent sur des communautés auto-gouvernées dans la recherche de l'intérêt général et la transition écologique. Le reste est galvaudé voire récupéré dans un « common washing » que le marché ou l'Etat a immanquablement tendance à développer.

Que faire face à cela ?

- ✿ Eclairer, théoriser, identifier les communs
- ✿ Relier les communs et leurs promoteurs avec l'ESS
- ✿ Appuyer le développement collectif des membres de la communauté

Cela nous permettra de davantage labourer notre terrain en renforçant nos alliances avec les communautés concernées, pour promouvoir les communs au sein de l'ESS.

Et si ... l'ESS tentait de transposer dans ses méthodes et outils de travail les principes des communs ?

À cette fin, il faut :

- soutenir les personnes interface, aux cultures, disciplines, différenciées, qui font bouger les lignes ;
- se battre pour des outils de gestion et financiers adaptés. L'hégémonie de la logique de projet, au service des financeurs, avec son cortège de mesures d'impacts, de commande publique... dessert l'agilité nécessaire pour une « transition » non linéaire.

Elle contrarie la dynamique des communs.

Plateformes coopératives numériques, communs de proximité, nouvelles distributions de propriété et usages sont l'un des futurs de l'ESS.

Travaillons ensemble !

“

Transformer la société du Je en société du Nous comme nous invite La République de l'ESS suppose de parler d'un angle mort, souvent impensé dans l'ESS.

Il s'agit du processus de fabrication du nous, dans la double dimension de mouvement social et d'entreprise que devrait porter toute organisation de l'ESS engagée dans la transition sociale, écologique et économique.

Les communs nous invitent à accorder autant d'importance aux liens au sein de la communauté qu'à sa finalité, aussi sociale et écologique soit-elle.

”



NICOLE ALIX

Présidente de la
Coop des Communs

Le Mouvement sol

CHIFFRE CLÉ

82

MONNAIES LOCALES
COMPLÉMENTAIRES
EN FRANCE

CHIFFRE CLÉ

10 000

ENTREPRISES,
COMMERCES,
ASSOCIATIONS
UTILISANT UNE MONNAIE
LOCALE

CHIFFRE CLÉ

40 000

CITOYEN-NES
ADHÉRENT-ES
AUX MONNAIES LOCALES

CHIFFRE CLÉ

5 500 000

VOLUME DE MONNAIE
LOCALE EN CIRCULATION
ÉQUIVALENT À 5 500 000€

PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE

En fléchant les dépenses des entreprises, des associations, des collectivités locales et des citoyens vers les activités du territoire, les monnaies locales complémentaires (MLC) concourent à renforcer l'économie locale. Pour autant, leur impact dépasse la seule sphère économique pour s'étendre aux enjeux écologiques, sociaux et démocratiques, contribuant ainsi à une résilience globale des territoires. Le Mouvement Sol, dans ce contexte, joue un rôle de fédération : il représente les monnaies locales au niveau national, facilite leur coopération et les appuie dans leur développement.

Les monnaies locales présentent également l'avantage de s'adresser à une grande diversité d'acteurs. En effet, aujourd'hui, l'argent est presque toujours indispensable pour mener à bien une activité, quel que soit le secteur concerné. Dès lors, les MLC sont un outil permettant de tisser du lien entre tous ; du lien économique, mais pas seulement.

Dotées d'une gouvernance participative, elles ouvrent un nouvel espace de discussion : elles rassemblent autour d'une même table des acteurs variés pour échanger sur les réalités de leur territoire et comprendre ensemble comment la monnaie peut être mise au service de l'intérêt collectif.

Les MLC sont donc un « outil-espace », à la fois de coopération et de délibération, dont l'essor se fait au service de tous. Elles offrent un nouveau regard pour passer d'une vision individualiste de l'argent à une vision de la monnaie comme « commun », un levier pour passer d'une société du « Je » à une société du « Nous ».

“

À l'heure où la concentration des richesses dans les mains de quelques-uns n'a jamais été si prononcée, il devient plus que nécessaire d'interroger notre rapport à l'argent.

En questionnant le fonctionnement actuel de l'économie, de la finance et de la monnaie, en ouvrant de nouveaux espaces de discussion sur ces sujets, le Mouvement Sol et les monnaies locales qu'il fédère font vivre le débat public autour d'une question qui structure nos sociétés et nos individualités.

De plus, par la mise en œuvre concrète d'alternatives monétaires ancrées sur les territoires, ouvertes à la participation de toutes et tous, nous visons à renforcer le pouvoir d'agir individuel et collectif.

Héritiers de l'anthropologue Marcel Mauss qui voyait dans la monnaie « un fait social total », c'est ainsi que nous espérons apporter notre pierre à l'édifice d'une société du « Nous ».

”



CHARLES LESAGE
Délégué Général du
Mouvement Sol



Et si ... les salaires de l'ESS étaient partiellement versés en monnaie locale ?

Les acteurs de l'ESS ont tout intérêt à voir croître les volumes de MLC en circulation. En effet, ces monnaies sont avant tout dépensées dans des activités locales et engagées.

Ainsi, sans attendre de recevoir des MLC de la part des citoyens-consommateurs, les acteurs de l'ESS gagneront à convertir eux-mêmes une partie de leurs liquidités en MLC pour payer leurs fournisseurs, prestataires, ou partie des salaires des salariés volontaires.

Autant d'argent injecté localement qui leur reviendra par la suite !



Leviers identifiés

Présentation des leviers identifiés

1/ Sensibiliser aux valeurs du “Nous” et de la Fraternité dès l'école

- * L'enseignement dès l'école des valeurs au cœur de l'ESS comme les principes de gouvernance démocratique et de coopération.
- * La généralisation et la systématisation dans les programmes scolaires et universitaires de modules dédiés à l'ESS ainsi que de projets encadrés de création d'initiatives de l'ESS (ex : dispositif Mon ESS à l'Ecole porté nationalement par l'ESPER).
- * Rendre pérennes et systématiques les interventions en milieu scolaire d'acteurs de la fraternité locale (associations, personnes concernées, collectifs...) et le déploiement d'ateliers citoyens et la création de projets solidaires sur l'année.
- * Renforcer la formation des enseignants pour acquérir les compétences nécessaires à l'éducation à la fraternité, aux apprentissages coopératifs et à la construction de partenariats avec les acteurs de l'éducation populaire.

2/ Créer le « 1% Fraternité » dans le budget de l'Etat

Créer un « 1 % fraternité » (1% budget de l'Etat, environ 2,5 milliards d'euros par an) pour financer ces quatre premières propositions et aussi des actions visant à introduire plus de fraternité dans les politiques de solidarité et d'aides sociales existantes, notamment :

- ✿ Rendre plus accueillants et ouverts à la société les lieux de "care" : Ehpad, instituts spécialisés pour personnes en situation de handicap, Cada, hôpitaux psy...
- ✿ Mieux reconnaître les métiers du « care » : auxiliaires de vie...

3/ Evaluer les politiques publiques selon un indice de la Fraternité

- ✿ Réunir des Etats généraux de la fraternité, à partir de consultations décentralisées, afin de définir un référentiel d'évaluation à partir des enjeux de fraternité à suivre annuellement : solidarité, inclusion, isolement, mixité, éducation...
- ✿ Présenter annuellement un bilan chiffré de l'évolution de la fraternité sur les territoires, ainsi que des politiques menées au regard d'objectifs votés par leurs assemblées et conseils,
- ✿ Remettre chaque année par le CESE au Président de la République un rapport d'évaluation des politiques publiques, sous l'angle de la fraternité qui, comme celui du défenseur des droits, devrait être examiné au Parlement, en séance publique.

4/ Promouvoir les actions de Fraternité

Les entreprises et organisations de l'ESS, en complément des pouvoirs publics, ont leur rôle à jouer pour développer les actions vectrices de fraternité : en promouvant ces initiatives pour assurer leur essaimage et en participant financièrement à leur développement.

5/ Garantir l'existence de lieux de lien social sur tous les territoires

- ✿ Reconnaître et soutenir les labels qui recensent les lieux de solidarité alternatifs (cf. France tiers-lieux) qui se donnent les moyens de créer du lien de manière fraternelle,
- ✿ Pour créer du lien social à l'échelle locale et permettre aux gens de se rencontrer dans la diversité, soutenir le développement de cafés dans tous les territoires, notamment en dehors de métropoles : dans les petites et moyennes villes, dans les zones rurales et dans les quartiers prioritaires de la ville,
- ✿ Favoriser les lieux de résidence intergénérationnels et inclusifs,
- ✿ Pérenniser et développer les réseaux et initiatives de fraternité informelle et locale ayant émergé pendant la crise sanitaire, notamment en renforçant la visibilité et le financement des associations qui encadrent et favorisent la mobilisation citoyenne.

6/ Lutter contre les discours de repli sur soi

La recherche de l'émancipation individuelle et collective des personnes ainsi que la lutte contre toutes les formes de discrimination sont au cœur des raisons d'agir de l'ESS. Les entreprises et organisations qui la composent peuvent promouvoir une vision positive de la diversité, face à la montée inquiétante de discours de rejet de l'autre.

7/ Soutenir les initiatives d'appropriation collective de la propriété privée

Il s'agit de promouvoir une vision progressiste de l'appropriation collective de la propriété privée. De nombreuses structures de l'ESS ont développé des activités innovantes en matière de réappropriation, permettant de répondre à des défis sociaux majeurs : Terres de Lien et les domaines agricoles en bordure des villes, Energie Partagée pour développer les énergies renouvelables citoyennes ou encore les Offices fonciers solidaires pour répondre aux défis de la mixité sociale et de la spéculation immobilière.

8/ Développer les dispositifs de coopération économique dans les territoires

La relance du soutien au développement des PTCE a été une avancée bien accueillie. Il faut maintenant soutenir encore davantage les structures qui accompagnent leur émergence et consolidation.

9/ Pour un réel droit à l'emploi

Par la coalition entre le service public et les acteurs de l'ESS via des dispositifs d'insertion par l'emploi et dans l'emploi ainsi que de création d'entreprise à but d'emploi, il est possible de résoudre la problématique du chômage.

Concrètement :

- ✿ Développer les dispositifs d'insertion par et pour l'emploi,
- ✿ S'engager pour une troisième loi permettant de garantir les moyens et pérenniser l'expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée,
- ✿ Pour une garantie d'emploi territorialisée pour toutes les personnes volontaires qui en sont durablement privées. Elle ne peut pas être un énième dispositif de lutte contre le chômage mais elle doit être l'affirmation de la responsabilité qu'a la société de fournir un emploi à celles et ceux qui en sont privés. Elle ne peut pas être pensée par le haut pour un « public cible » mais elle doit être construite dans les territoires avec les personnes concernées et au plus près du terrain. Elle ne peut pas être une déclaration de principe mais elle doit permettre de passer d'une obligation de moyens à une obligation de résultats en mobilisant les moyens adaptés aux besoins de la population de notre pays. En somme, elle porte l'ambition de concrétiser cet acquis constitutionnel qu'est le droit d'obtenir un emploi.
- ✿ Favoriser un emploi stable et de bonne qualité, valorisant de nouvelles compétences.

10/ Garantir l'autonomie des personnes fragiles et notamment des plus âgées

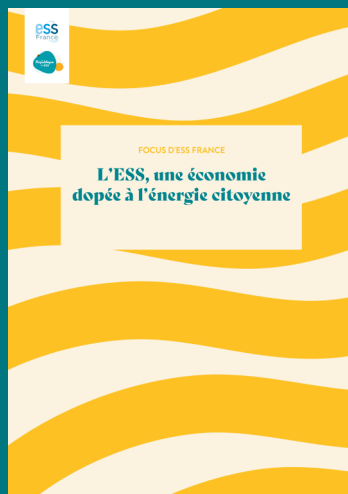
La crise sanitaire a reposé au cœur des questions de notre système de solidarité et de santé l'enjeu du bien vieillir, de l'autonomie et de l'accompagnement des personnes les plus fragiles et notamment les plus âgées.

Concrètement :

✿ La cinquième branche de la Sécurité sociale dédiée à l'autonomie a été consacrée par la loi du 7 août 2020 relative à la dette sociale et à l'autonomie. Cette avancée doit aujourd'hui être accompagnée des moyens nécessaires lui permettant d'assurer le financement de la perte d'autonomie, et compléter ce socle par une couverture solidaire, généralisée et immédiate.

✿ Soutenir le développement des acteurs privés non lucratifs dans le secteur du bien vieillir.

Retrouvez l'ensemble des “FOCUS D'ESS FRANCE”



CRÉDIT PHOTOS

© p13 Etty Fidele • p24 Mael Balland • p34 Ryan Magsino

CONCEPTION GRAPHIQUE



www.ess-france.org



contact@ess-france.org



[@ESS_France](https://twitter.com/ESS_France)

Lors du congrès de l'ESS, ESS France a souhaité mettre un focus sur plusieurs défis auxquels nous sommes confrontés. Ces travaux, appuyés sur la conviction d'une ESS comme pilier du modèle démocratique et social républicain, ont permis de penser de nouveaux horizons de son développement et de ce qu'elle peut apporter pour orienter le progrès dans toutes ses dimensions.

Les livrets thématiques sont la traduction de cette volonté de capitalisation des travaux engagés. Ils rendent visibles l'expertise et les possibilités offertes par l'ESS et permettent de faire émerger des leviers d'actions afin d'irriguer le débat public en période électorale mais également de fournir des objectifs de long terme, communs à toute l'ESS.